

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SOCIETE DE BANQUE ET D'EXPANSION (S.B.E.)**

Société anonyme au capital de 31 000 000 €  
Siège social : 22 rue de Courcelles – 75008 Paris  
482 656 147 RCS Paris – APE 6419 Z

**Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 28 mai 2021****I. – Bilan au 31 décembre 2020**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>Code poste</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2020</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP	010	24 852	25 396
Effets Publics et Valeurs assimilées	020		
Créances sur les Etablissements de Crédit	030	98 318	43 835
Opérations avec la Clientèle	048	680 942	676 210
Obligations et Autres Titres à revenu fixe	060	25 158	22 626
Actions et Autres Titres à revenu variable	070	1	1
Participations et autres titres détenus à long terme	091	365	502
Parts dans les Entreprises liées	100		
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat	110		
Location Simple	120		
Immobilisations Incorporelles	130	11 700	11 738
Immobilisations corporelles	140	657	575
Capital souscrit non versé	150		
Actions Propres	160		
Comptes de négociation et de règlement	165		
Autres Actifs	170	9 486	8 111
Comptes de Régularisation	180	1 604	2 319
<b>Total actif</b>	<b>L98</b>	<b>853 083</b>	<b>791 313</b>

<b>Passif</b>	<b>Code poste</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2020</b>
Banques Centrales, CCP	300		
Dettes envers les établissements de crédit	310	357 534	289 859
Opérations avec la Clientèle	348	425 749	426 241
Dettes représentées par un titre	350		
Autres Passifs	360	1 286	1 361
Comptes de Régularisation	370	14 510	18 083
Comptes de négociation et de règlement	375		
Provisions	380	1 809	1 807
Dettes subordonnées	430	123	123
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	420		
Capitaux Propres Hors FRBG (+/-)	435	52 072	53 841
Capital souscrit	440	31 000	31 000
Primes d'Emission	450	1 900	1 900
Réserves	460	3 100	3 100
Ecarts de Réévaluation	470		
Provisions réglementées et Subventions d'investissement	475		
Report à nouveau (+/-)	480	13 575	16 072
Résultat de l'exercice (+/-)	490	2 497	1 769
Résultat en instance d'affectation	490	0	0
<b>Total passif</b>	<b>L99</b>	<b>853 083</b>	<b>791 313</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>Code poste</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2020</b>
Engagements donnés			
Engagements de financement	615	25 016	26 122
Engagements de garantie	635	3 037	3 038

Engagements sur titres	655		
Engagements reçus			
Engagements de financement	705	0	0
Engagements de garantie	715	550 942	554 406
Engagements sur titres	735		

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	Code poste	31/12/2019	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	500	15 482	13 290
- Intérêts et charges assimilées	505	5 314	4 739
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	510	0	0
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	515	0	0
+ Produits sur opérations de location simple	520	0	0
- Charges sur opérations de location simple	525	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	530	0	0
+ Commission (produits)	540	4 382	4 292
- Commissions (charges)	545	978	1 085
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	550	30	28
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	555	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	560	442	434
- Autres charges d'exploitation bancaire	565	18	8
Produit net bancaire	600	14 027	12 211
- Charges générales d'exploitation	605	10 155	9 477
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles & corporelles	610	210	201
Résultat brut d'exploitation	620	3 662	2 534
+/- Coût du risque	625	-100	-181
Résultat d'exploitation	630	3 561	2 353
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640		
Résultat courant avant impôt	650	3 561	2 353
+/- Résultat exceptionnel	655	0	0
- Impôt sur les bénéfices	660	1 064	584
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	665	0	0
Résultat net	690	2 497	1 769

## III. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice :

Bénéfice net de l'exercice	1 768 538, 42 €
Report à nouveau	16 072 224, 26 €
Le bénéfice distribuable soit 17 840 762, 68 € est reporté à nouveau	

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, au cours des trois derniers exercices la distribution de dividendes de présente comme suit :

- 2016 : 1 023 000 euros, soit 0,33 euros par action ;
- 2017, 2018 et 2019 : aucun versement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

#### **IV. – Annexe aux comptes**

##### **Faits marquants de l'exercice**

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire du Covid-19. La propagation rapide de la pandémie a entraîné une dégradation de la situation économique mondiale, touchant de nombreux secteurs d'activité et se traduisant par des répercussions importantes sur les activités économiques de nombreux pays. Les restrictions à la mobilité dans les zones touchées et la perturbation des chaînes d'approvisionnement due aux fermetures des sociétés industrielles et commerciales durant 2020 ont eu un impact manifeste sur les chaînes de valeur économique dans les zones géographiques et les secteurs d'activités impactés (recettes touristiques, transport aérien, ventes locales, etc.).

Le prêt garanti par l'État (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2021 par la loi de finance pour 2021. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Au 31 décembre 2020, 2 PGE ont été décaissés par la SBE pour un montant de 950 000 euros.

##### **1. – Référentiel comptable**

Les comptes individuels annuels de la SBE sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 et 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

##### **2. – Présentation des comptes**

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros avec un comparatif sur deux exercices.

##### **3. – Intégration fiscale**

La société de Banque et d'Expansion (S.B.E.) ne fait pas partie d'un groupe intégré fiscalement.

#### **II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation**

##### **1. – Changements de méthodes comptables intervenus sur l'exercice 2020**

Il n'a pas eu de changement de méthode comptable sur l'exercice 2020. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

En revanche, la SBE applique le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui modifie la présentation de l'épargne réglementée. Les actifs sont présentés en déduction du passif dans les notes 1 et 12.1.

##### **2. – Conversion des opérations en devise**

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

La SBE ne supporte pas de risque de change significatif

### **3. – Bilan-Actif**

#### **3.1. – Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

##### *\* Créances restructurées*

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Aucune décote n'est extraite ni étalée du moment qu'elle se trouve couverte par dépréciation.

Une créance restructurée peut être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

##### *\* Créances douteuses*

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que la SBE ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois et six mois en matière immobilière et pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

#### *Dépréciation*

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Provisions constituées au titre du risque de crédit sur les encours sains ou douteux non provisionnés à titre d'expert

Par ailleurs, la SBE a décidé d'enregistrer, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit, dans le cadre d'un changement d'estimation des provisions collectives antérieurement comptabilisées

L'évaluation de la variation du risque de crédit repose sur une combinaison de critères quantitatifs et qualitatifs.

- Le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de la variation de la probabilité de défaut à un an depuis la comptabilisation initiale (probabilité de défaut mesurée en moyenne de cycle).
- Les critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (la présomption d'impayés de 30 jours n'est donc pas réfutée), en note sensible, inscrits en Watch List ou en situation de réaménagements en présence de difficultés financières (forbearance)

Les notations sur lesquelles s'appuient la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans - associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation à retenir. Le dispositif de validation des paramètres ci-dessus s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du groupe BPCE. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles, la revue de ces travaux en Comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

### **3.2. – Opérations sur titres**

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction. Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

#### *\* Titres de transaction*

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligibles dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

*\* Titres de placement*

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

*\* Titres d'investissement*

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que la SBE ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas sauf exceptions faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenus fixes, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

### **3.3. – Immobilisations corporelles et incorporelles**

*\* Immobilisations corporelles d'exploitation*

Les encours bruts sont ventilés en composant, la décomposition en composants est fondée sur l'existence de durées d'utilisation différentes entre chacun des éléments distincts constituant un même bien.

Les coûts d'emprunt ne rentrent pas dans la détermination de la valeur brute des immobilisations.

Les durées d'utilité retenues par la S.B.E. sont les suivantes :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	20-40 ans
Fondations / ossatures	30- 60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-20 ans
Aménagements techniques	10-20 ans
Aménagements intérieurs	8-15 ans

Les composants sont amortis sur la base de leur valeur brute diminuée de la valeur résiduelle et sur leur durée d'utilisation. La valeur résiduelle est définie comme la valeur actuelle de l'actif à la fin de sa durée probable d'utilisation. La valeur résiduelle des composants autres que le terrain et les façades non destructibles sont réputées nulles.

Les dépenses de sécurité ou de mises en conformité sont comptabilisées à l'actif dès lors qu'elles répondent de manière cumulative aux dispositions réglementaires comptables.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes sont enregistrés en charges.

Les immobilisations d'exploitation présentant un indice objectif de dépréciation sont dépréciées, les dotations sont alors enregistrées en « dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles ».

Les biens mobiliers ne font pas l'objet de l'approche par composant, ils sont amortis selon les durées d'utilisation présentées ci-dessous :

Biens	Durée d'utilité
Matériel informatique	3 – 5 ans
Autres matériels et mobiliers	5 – 10 ans

*\* Immobilisations hors exploitation*

La méthode des composants est également appliquée aux immeubles de placement

*\* Immobilisations incorporelles*

Les immobilisations incorporelles sont composées d'un fonds de commerce d'une valeur nette de 10,4 M€

Le règlement ANC n°2015-06 applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, a précisé les modalités relatives à l'amortissement et à la dépréciation des fonds commerciaux.

**Amortissement du fonds commercial**

En application de ces dispositions, la société a considéré que le fonds commercial a une durée illimitée et n'est donc pas amorti.

**Dépréciation du fonds commercial**

La valeur actuelle au 31/12/2018 a été appréciée sur la base de la valeur d'utilité du fonds commercial. La valeur d'utilité a été évaluée selon la méthode de valorisation DDM qui consiste à actualiser les dividendes futurs (résultats nets futurs déduction faite du renflouement des fonds propres réglementaires). Compte tenu de cette valeur, aucune dépréciation n'est à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

#### **4. – Bilan-Passif**

##### **4.1. – Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées**

Ces postes regroupent notamment les emprunts obligataires et les titres de créances négociables émis.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice.

Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Les intérêts courus à verser relatifs à ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie de compte de résultats.

##### **4.2. – Provisions**

*\* Provisions pour passif sociaux*

Les passifs sociaux sont provisionnés de manière intégrale conformément à la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes Comptables. La provision comptabilisée au bilan correspond à des :



### 1) Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation.

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

### 2) Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite (indemnités de fin de carrière), les retraites et avantages aux retraités. Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2020 sont les suivantes :

- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu est de 0,65 %
- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation est de 0,27 %.

### \* Provisions épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

## **5. – Hors bilan - Instruments financiers à termes fermes et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture. Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine. Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

### **Opérations fermes**

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- Pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- Pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

### **Opérations conditionnelles**

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture. Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

## **6. – Compte de résultat**

### **6.1. – Intérêts et assimilés, commissions**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

### **6.2. – Revenus des titres**

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale. Ils sont enregistrés en "Revenus des titres à revenu variable".

### **6.3. – Charges générales d'exploitation - frais de personnel**

Les frais de personnel comprennent non seulement les salaires et traitements mais aussi les avantages au personnel tels que les charges de retraite

### **6.4. – Résultat exceptionnel**

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers du groupe, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

### **6.5. – Impôt sur les bénéfices**

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés exigible dû au titre de l'exercice au taux courant.

## **7. – Consolidation**

La S.B.E. est consolidée par mise en équivalence :

- 50 % BRED BANQUE POPULAIRE, 18 Quai de la Rapée, 75012 PARIS, RCS 552 091 795 Paris
- 50 % BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE, 9 avenue Newton - 78180 Montigny le Bretonneux, RCS 549 800 373 Versailles

## III. – Commentaires des postes du bilan et hors bilan

## 1. – Echancier des emplois à terme

(En milliers d'euros.)	2020				
	Durée restant à courir				
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créances sur établissements de crédit et effets publics		4 989			4 989
Créances sur la clientèle	21 600	44 534	196 485	404 050	666 669
Obligations et autres titres à revenu fixe		22 563			22 563

(En milliers d'euros.)	2019 retraité *				
	Durée restant à courir				
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créances sur établissements de crédit et effets publics		0			0
Créances sur la clientèle	22 388	45 403	198 829	403 376	669 996
Obligations et autres titres à revenu fixe			25 065		25 065

\* Au 31 décembre 2020, conformément au règlement ANC n°2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif,

## 2. – Portefeuille titres

(En milliers d'euros.)	2020			
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de placement et d'investissement	0	22 626	1	22 627
Titres non cotés		15 000	1	
Titres cotés		0		
Titres autres		7 562		
Créances rattachées		64		
Total	0	22 626	1	22 627

(En milliers d'euros.)	2019			
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de placement et d'investissement	0	25 159	1	25 160
Titres non cotés		15 000	1	
Titres cotés		0		
Titres autres		10 064		
Créances rattachées		95		
Total	0	25 159	1	25 160

## 3. – Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	2020			
	% Capital détenu	Valeur brute comptable	Dépréciation	Valeur nette comptable
Participations non consolidées				
Sofaris	0	0	0	0
Total participations non consolidées	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	2019			
	% Capital détenu	Valeur brute comptable	Dépréciation	Valeur nette comptable
Participations non consolidées				
Sofaris	0	0	0	0
Total participations non consolidées	0	0	0	0

#### 4. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2020
Valeurs brutes	12 856	52	0	0	12 908
Fonds commerciaux	12 851				12 851
Logiciels	5	52			57
Autres	0				0
Amortissements et dépréciations	-1 156	-14	0	0	-1 170
Fonds commerciaux	-1 153				-1 153
Logiciels	-3	-14			-17
Autres	0				0
Total valeurs nettes	11 700	38	0	0	11 738

Les sorties d'immobilisations correspondent à des immobilisations totalement amorties conformément à la méthode retenue par la BRED

#### 5. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2020
Valeurs brutes	2 090		0	0	2 192
Immobilisations corporelles d'exploitations	1 957		0	0	2 058
Constructions	73				73
Autres	1 884	105	4		1 985
Immobilisations corporelles hors d'exploitations	133	1	0	0	134
Autres	133	1			134
Amortissements et dépréciations	-1 433	-184	0	0	-1 617
Immobilisations corporelles d'exploitations	-1 355	-178	0	0	-1 533
Constructions	-45	-3			-48
Autres	-1 310	-175			-1 485
Immobilisations corporelles hors d'exploitations	-78	-6	0	0	-84
Autres	-78	-6			-84
Total valeurs nettes	657		0	0	575

Les sorties d'immobilisations correspondent à des immobilisations totalement amorties conformément à la méthode retenue par la BRED

**6. – Autres actifs**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Gestion collective Codevi		
Dépôt de garantie versés	400	374
Siège et succursales		
Autres débiteurs divers	9 086	7 737
Total	9 486	8 111

**7. – Comptes de régularisation actif**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Comptes d'encaissement	0	0
Siège et succursales	36	424
Valeurs à rejeter		
Charges constatées d'avance	1 002	1 270
Autres produits à recevoir	566	624
Autres comptes de régularisation	0	1
Total	1 604	2 319

**8. – Actifs subordonnés**

(En milliers d'euros.)	Créances sur établissements de crédit	
	2019	2020
Prêts participatifs	1 186	1 001
Créances rattachées	6	7
Total	1 192	1 008

**9. – Dépréciation et amortissements déduits de l'actif**

(En milliers d'euros.)	2019		2020	
	Brut	Dépréciations et amortissements	Brut	Dépréciations et amortissements
Créances douteuses	11 005	2 454	9 728	2 568
Immobilisations	14 943	2 586	15 100	2 787
Total	25 948	5 040	24 828	5 355
Taux de couverture des dépréciations sur créances douteuses sur la clientèle	19,42 %		21,57 %	

**10. – Créances sur les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	Créances envers les établissements de crédits	
	2019	2020
Créances Interbancaires		
- Comptes ordinaires - actif		
NATIXIS	2 915	2 351
BRED BANQUE POPULAIRE	10 377	13 470
BANQUE POPULAIRE DU NORD	3 123	2 534
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	3 568	3 568
BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	3 385	3 385
BPCE	2 797	1 471
BANQUE POPULAIRE VAL DE France	10 000	10 000

CASDEN		612
- Titres de placement et d'investissement - TRF		
BPCE	15 000	15 000
NATIXIS		
- Titres de placement et d'investissement - créances rattachées		
BRED BANQUE POPULAIRE		
BPCE	8	8
LORRAINE CHAMPAGNE		
SUD		
Comptes de régularisation		
Charges constatées d'avance		
BPCE		
Total	51 173	52 399

### 11. – Echancier des ressources à termes

(En milliers d'euros.)	2020					
	Durée restant à courir					
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes sur établissements de crédit	5 000	50 000	222 000	10 000		287 000
Dettes sur la clientèle	25 123	2 762	7 610	703		36 198

(En milliers d'euros.)	2019					
	Durée restant à courir					
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes sur établissements de crédit	57 479	90 450	207 000			354 929
Dettes sur la clientèle	24 916	3 289	4 424	854		33 483

### 12. – Dettes à terme

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Comptes à terme	1 900	4 000
- Sociétés	0	0
- Particuliers	1 900	4 000
- Entrepreneurs individuels	0	0
- Administrations privées	0	0
Dettes rattachées	0	0
- Comptes à terme	7	19
Total	1 900	4 000

**12.1. – Dettes vis-à-vis de la clientèle**

(En milliers d'euros.)	2019 retraité *	2020
Livret A	49 906	54 051
PEL / CEL	34 688	35 201
Autres comptes d'épargne à régime spécial	68 412	101 823
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle	210 843	233 099
Dépôts de garantie	356	397
Autres sommes dues	1 106	1 652
Dettes rattachées	8	19
<b>Total</b>	<b>365 320</b>	<b>426 241</b>

\* Au 31 décembre 2020, conformément au règlement ANC n°2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif,

**13. – Autres passifs**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Créditeurs divers	1 286	1 361
<b>Total</b>	<b>1 286</b>	<b>1 361</b>

**14. – Comptes de régularisation passif**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Produits constatés d'avance	7371	6709
Siège et succursale	0	0
Charges à payer	1219	1264
Autres comptes de régularisation	5920	10110
<b>Total</b>	<b>14 510</b>	<b>18083</b>

**15. – Provisions**

(En milliers d'euros.)	31/12/2019	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2020
Provisions médaille du travail	143	88			231
Provisions PEL/CEL	347	30			377
Provisions pour retraite et indemnités de fin de carrière	639	51			690
Provisions pour risques sensible	286			-40	246
Provisions pour risques	368			-126	242
Provisions pour risques HB	26			-5	21
<b>Total</b>	<b>1 809</b>	<b>169</b>	<b>0</b>	<b>-171</b>	<b>1 807</b>

**16. – Capital, réserves**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Réserve légale	3 100	3 100
Primes scissions, fusions, apport	1 900	1 900
Report à nouveau	13 575	16 072
<b>Capital (3 100 000 d'actions de 10 euros)</b>	<b>31 000</b>	<b>31 000</b>



**Actionnariat :**

Nom des actionnaires	Nombre d'action	Montant k-euros	% Détention
COFIBRED	1 549 997	15 499,97	50,00 %
BPVF	1 549 998	15 499,98	50,00 %
COFEG	1	0,01	0,00 %
BRED	1	0,01	0,00 %
Autres Personnes physiques	3	0,03	0,00 %
Total	3 100 000	31 000	100,00 %

**17. – Dettes envers les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	Dettes envers les établissements de crédit	
	2019	2020
Envers les établissements de crédit		
Comptes ordinaires passif		
BRED		635
BPCE		
Casden	436	
Emprunts à terme		
NATIXIS	0	0
BPCE	327 449	282 000
BRED	5 000	5 000
CE Rhône Alpes	2 146	0
CE d'Alsace	0	0
CE Aquitaine Poitou Charentes	1 646	0
CE d'Auvergne et du Limousin	859	0
CE Normandie	1 215	0
CE de Bourgogne Franche Comté	1 032	0
CE Côte d'azur	869	0
CE Ile de France	3 537	0
CE Languedoc Roussillon	874	0
CE Loire Drôme Ardèche	823	0
CE Grand Est Europe	1 776	0
CE de Midi-Pyrénées	1 167	0
CE Hauts de France	2 047	0
CE Bretagne-Pays de Loire	1 801	0
CE de Picardie	0	0
CE Provence Alpes Corse	1 534	0
CE Loire Centre	1 152	0
Dettes rattachées		
BRED	-57	-77
BPCE	832	730
Comptes de régularisation		
Charges à payer		
NATIXIS	0	0
BANQUE POPULAIRE VAL DE France		

**18. – Opérations sur instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Instruments de taux d'intérêt		
Opérations fermes		
Sur marchés de gré à gré		
Swaps-contrats d'échange de taux d'intérêt		
- Opérations de couverture	115 000	115 000

Tiers : NATIXIS	50 000	50 000
Tiers : BRED	65 000	65 000

**Classement par durée résiduelle :**

(En milliers d'euros.)	2020		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats sur taux d'intérêt		65 000	50 000

(En milliers d'euros.)	2019		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats sur taux d'intérêt	90 000	25 000	

**19. – Valorisation des instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros.)	Notionnel		Juste Valeur	
	2019	2020	2019	2020
Swaps de taux	115 000	115 000	-11 735	-13 952

**20. – Engagement de hors bilan**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Engagements de financement donnés d'ordre de la clientèle	25 016	26 122
Engagements de financement reçus d'établissement de crédit - BPCE	0	0
Engagements de garantie, caution, avals reçus d'établissement de crédit	550 942	554 406
Engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle	179	249
Engagements de financement donnés aux établissements de crédit	2 806	2 737
Engagements douteux donnés	53	53
Engagements douteux reçus	0	0

**21. – Contre-valeur des opérations en devises**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Actif	1 126	1 259
Passif	853	1 641

**IV. – Commentaires des postes du compte de résultat****1. – Intérêts**

(En milliers d'euros.)	2019		2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	3 533	769	3 156	434
Opérations avec la clientèle	1 781	13 729	1 597	11 979
Opérations sur titres	0	996	0	877
Dettes subordonnées		-12	-14	
Total	5 314	15 482	4 739	13 290
Net		10 168		8 551

**1.1. – Commissions**

(En milliers d'euros.)	2019		2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit		25	0	28
Opérations avec la clientèle	0	1 260	0	1 110
Opérations sur titres	0	104	0	175
Moyens de paiement et divers	615	1 698	692	1 620
Opérations de change	0	4	0	4
Opérations de hors bilan	329	14	351	23
Autres prestations de services financiers	34	1 277	42	1 332
Total	978	4 382	1 085	4 292
Net		3 404		3 207

**2. – Revenus des titres à revenu variable**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Titres de participation	0	0
Total	0	0

**2.2. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Opération de change	30	28
Total	30	28

**3. – Autres produits / Autres charges d'exploitation bancaires**

(En milliers d'euros.)	2019		2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Quote-part sur opérations bancaires faites en commun	0	0	0	0
Charges et produits bancaires refacturés	0	413	0	409
Produits accessoires des activités non bancaires		8		
Produits/charges diverses d'exploitation bancaire	18	21	-8	25
Total	18	442	-8	434

**4. – Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Appointements	2 823	2 631
Intéressement et participation des salariés	460	203
Charges sociales	1 342	1 233
Charges fiscales sur salaires	469	415
Total des frais de personnel	5 094	4 482
Impôts et taxes	198	136
Autres services extérieurs	4 863	4 859
Total autres charges d'exploitation	5 061	4 995
Total	10 155	9 477

**5. – Coût du risque**

(En milliers d'euros.)	2019		2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Dépréciation des créances douteuses -Opé clientèle	332	572	450	294
Perte sur créances irrécouvrables-cl	340		25	
Solde	100		181	

**6. – Impôt sur les bénéfices**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Impôt exigible	1 238	703
Impôt liquidé	1 262	1 188
Total	-24	-485
Impôt	0	0
Impôt différé PTZ	-174	-119
Total impôt	1 064	584

**V. – Eléments complétant l'information****1. – Projet d'affectation du résultat**

(En milliers d'euros.)	2019	2020
Résultat	2 497	1 769
Report à nouveau		
Total à affecter	2 497	1 769
Réserve légale		
Report à nouveau	2 497	1 769
Autres réserves et report à nouveau		

**2. – Tableau des cinq derniers exercices**

(En milliers d'euros.)	2016	2017	2018	2019	2020
Capital en fin d'exercice					
Capital social	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000
Nombre d'actions émises	3 100	3 100	3 100	3 100	3 100
Capitaux propres					
Opérations et résultats de l'exercice					
Produit net bancaire	14 551	14 471	13 912	14 026	12 211
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations	3 892	3 395	3 201	4 918	3 465
Impôts sur les bénéfices	1 185	1 098	1 097	1 064	584
Participation des salariés due au titre de l'exercice		230	224	355	215
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations	2 530	1 805	1 877	2 497	1 769
Résultat porté aux réserves					
Résultat porté au report à nouveau					
Répartition du résultat aux actionnaires					
Résultat par action					
Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et dépréciations	0,87	0,67	0,68	0,68	0,64
	0,82	0,58	0,61	0,81	0,57

Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations					
Dividende versés à chaque action	0,33	0,33	0	0	0
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	73,83	72,91	75	69,00	71
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 951	2 907	2 677	2 823	2 630
Montant des sommes versées au titre des charges sociales	1608	1559	1497	1342	1233

## V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société de Banque et d'Expansion S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable induit par l'application du règlement n°2020-10 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la présentation des dépôts à régimes spéciaux des clients et de la créance de centralisation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations qui y est associée, d'une part, et relatif à la présentation des emprunts de titres, d'autre part, à la présentation des emprunts de titres tel qu'exposé dans les note 2.1 et 3.2 de l'annexe aux comptes annuels.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### Risque de crédit associé aux encours de financements aux particuliers

##### **Risque identifié :**

La SBE est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle. Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

Par ailleurs, votre banque enregistre, dans ses comptes annuels, des dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit. Ces dépréciations sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux de perte en cas de défaut, informations prospectives).

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction, tant dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour pertes attendues sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en risque avéré.

##### **Notre réponse :**

Nous avons apprécié le dispositif de contrôle interne et testé les contrôles manuels ou informatisés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des pertes attendues.

#### Dépréciation des encours de crédits non douteux présentant une détérioration significative du risque de crédit

Nos travaux ont principalement consisté :

- à tester les contrôles clés mise en œuvre par la Direction pour identifier les encours dégradés, en particulier au regard du processus de notation des contreparties
- à apprécier le dispositif de contrôle interne mis en place au titre de la qualité des données utilisées pour le calcul des provisions,
- en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
- se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations ;
- ont apprécié le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2020,
- ont effectué des contre-calculs sur des échantillons de crédits.

#### Dépréciation sur encours de crédits douteux et douteux compromis

Nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Nous avons enfin examiné les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes sociaux.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Banque considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Directoire sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Informations résultants d'autres obligations légales et réglementaires

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société de Banque et d'Expansion S.A. par votre assemblée générale du 9 mai 2005 pour les cabinets KPMG S.A. et Thierry Morel & Associés. Au 31 décembre 2020, les cabinets KPMG S.A. et Thierry Morel & Associés étaient dans la 17<sup>ème</sup> de leur mission sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit, la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes  
Paris La Défense et Chartres, le 14 mai 2021

Ulrich SARFATI  
Associé

Florent BURTIN  
Associé

### **VI. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.